



**HAL**  
open science

## L'histoire environnementale est un regard

Renaud Bécot, Elsa Devienne, Patrick Fournier, Stéphane Frioux,  
Charles-François Mathis, Judith Rainhorn

### ► To cite this version:

Renaud Bécot, Elsa Devienne, Patrick Fournier, Stéphane Frioux, Charles-François Mathis, et al.. L'histoire environnementale est un regard. Renaud Bécot; Elsa Devienne; Patrick Fournier; Stéphane Frioux; Charles-François Mathis; Judith Rainhorn. Le chemin, la rive et l'usine. Faire de l'histoire environnementale avec Geneviève Massard-Guilbaud, Presses des Mines, 2023, Histoire, sciences, techniques, 978-2-35671-875-4. halshs-04080534

**HAL Id: halshs-04080534**

**<https://shs.hal.science/halshs-04080534v1>**

Submitted on 31 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Renaud Bécot, Elsa Devienne, Patrick Fournier, Stéphane Frioux, Charles-François Mathis, Judith Rainhorn (dir.)

# Le chemin, la rive et l'usine

Faire de l'histoire environnementale  
avec Geneviève Massard-Guilbaud

# L'histoire environnementale est un regard

---

Qui sera le premier réfugié ou la première réfugiée climatique? Ou, plus précisément, à quelle personne ce statut juridique, qui n'existe pas dans les textes actuellement, sera-t-il un jour attribué? La question n'est pas encore tranchée, mais depuis que le terme de «réfugié climatique» est entré dans le vocabulaire des grandes instances internationales en 1985, le sujet a soulevé des débats houleux<sup>1</sup>. En effet la possible reconnaissance de ce statut, au même titre que celui des réfugiés «classiques», selon les termes de la convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, impliquerait de lourdes responsabilités pour les pays du Nord. Dans la sphère universitaire, le terme (et ses multiples variantes) est controversé soit parce qu'il agite le spectre d'une vague imminente de migrations Sud-Nord, soit parce qu'il ignore les faisceaux de facteurs qui sont à l'origine des migrations forcées<sup>2</sup>. Les débats abondent sur la question, mais toutes les parties impliquées s'accordent au moins sur une chose: il y a toujours eu des mouvements de populations à la suite de changements climatiques ou environnementaux. De la traversée du détroit de Béring il y a plus de 30 000 ans par des populations en provenance de Sibérie, aux 500 000 «Okies» qui prirent la route de la Californie à la suite du *Dust Bowl* dans les années 1930, l'histoire compte de nombreux exemples de déplacements en réaction à des conditions environnementales exceptionnelles. Toutefois, la crise climatique actuelle signale bien un changement d'échelle: parce qu'elle accélère brutalement les changements environnementaux d'origine anthropique et multiplie leur intensité, elle semble annoncer une nouvelle ère de la migration forcée.

En réaction à cette actualité, les historiennes et les historiens de l'environnement ont été appelés à prendre part à la conversation. Leur analyse permet de relativiser une interprétation parfois trop déterministe du rôle de la nature. Comme le rappellent Marco Armiero et Richard Tucker, plutôt que d'isoler à tout prix ce qui relève de l'environnement dans la migration, le véritable enjeu est «d'analyser à l'aide d'une grille écologique les différents processus qui ont provoqué (ou sont nés de) la migration<sup>3</sup>». Si l'histoire environnementale est bien «un regard», selon la jolie formule de Geneviève Massard-Guilbaud<sup>4</sup>, alors «regarder» ainsi l'histoire des migrations permet de révéler la capacité d'action de la nature (*agency*) mais

---

1 Piguët, 2010. Voir aussi Malafosse et Zipoli, 2020.

2 Vlassopoulos, 2012.

3 Armiero et Tucker, 2017 (traduction des auteurs).

4 Massard-Guilbaud, 2003B, p. 75.

aussi, et surtout, l'enchevêtrement des facteurs (culturels, sociaux, économiques et environnementaux) qui induisent la migration.

L'histoire environnementale s'intéresse aujourd'hui de près à l'histoire des migrations (internationales ou non) à l'aune de l'actualité climatique. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Longtemps, ces deux champs sont restés relativement étanches l'un à l'autre. D'abord, les premiers historiens de l'environnement ont eu tendance à négliger l'histoire sociale des phénomènes dont ils et elles rendaient compte. L'histoire environnementale de ces pionniers était souvent une histoire culturelle et intellectuelle de la nature, ou bien encore une histoire des sciences et des techniques. De leur côté, les historiens des migrations n'envisageaient pas encore la dimension environnementale des mouvements de populations. Pour que ces deux champs entrent en dialogue, il fallait d'abord que deux processus se produisent : d'une part, que l'histoire environnementale devienne une véritable histoire sociale de l'environnement, prenant en compte les relations complexes et réciproques entre la nature et les êtres humains dans leur diversité (de classe sociale, de genre, de race, d'âge, de culture, etc.) ; et d'autre part, que l'histoire environnementale acquiert une certaine reconnaissance dans le monde scientifique de sorte que l'environnement devienne une catégorie de pensée incontournable pour tous les historiens. Dans ces deux processus, et au croisement de ces deux champs d'études, les travaux de Geneviève Massard-Guilbaud ont joué un rôle fondamental.

C'est en effet dans le creuset de l'histoire de l'immigration que s'est d'abord forgé le travail de l'historienne dans les années 1980. Un champ historiographique qui est alors encore « en friche<sup>5</sup> » et dont les deux pierres fondatrices sont publiées la même année, en 1988 : *Le Creuset français* de Gérard Noiriel et *La Mosaïque France* d'Yves Lequin opèrent une sorte de révolution copernicienne en envisageant pour la première fois l'histoire de la France comme pays d'immigration, ouvrant en cela un sillon qui s'avère fécond au cours des décennies suivantes. C'est précisément sous la direction d'Yves Lequin que Geneviève Massard-Guilbaud a entamé quelques années plus tôt une thèse de doctorat sur ces « prolétaires des prolétaires<sup>6</sup> » que sont les Algériens à Lyon entre les deux guerres. Quittant les rives de l'histoire politique et militante, elle aborde à celles d'une histoire économique et sociale soucieuse de quantification, de description et d'analyse des trajectoires de vie et des mobilités socio-spatiales, dont le Centre Pierre Léon de l'université de Lyon-2 est alors l'un des cœurs battants. La thèse, soutenue en 1989 et publiée en 1995, participe incontestablement du renouvellement de l'histoire des trajectoires migratoires et des mobilités des populations urbaines dans la France contemporaine. Après la soutenance de sa thèse, Geneviève Massard-Guilbaud est élue maîtresse de conférences à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand entre 1991 et 2005 : c'est au cours de ces années qu'elle se tourne vers un nouvel objet d'étude, l'histoire

5 Noiriel, 1986.

6 Massard-Guilbaud, 2003A, p. 16.

des pollutions industrielles urbaines, qui l'amène bientôt à jouer un rôle pionnier dans l'émergence et le développement de l'histoire environnementale en France et en Europe – puisqu'elle a participé à la création de l'European Society for Environmental History dont elle fut ensuite présidente de 2007 à 2011.

Ainsi, en cheminant de l'histoire de l'immigration algérienne à celle de l'environnement, elle est restée fidèle à l'étude sociale des populations et des espaces urbains, explorant les inégalités qui les traversent, les aménagements qui les transforment, les pollutions qui les affectent, contribuant ainsi aux mutations du regard porté sur ces objets classiques de l'histoire économique et sociale. Son œuvre ouverte à la pluridisciplinarité a inspiré une génération de jeunes chercheuses et de jeunes chercheurs, et bénéficié d'une reconnaissance internationale qui a donné une impulsion décisive à l'histoire environnementale francophone, qu'elle a fortement contribué à structurer institutionnellement. Les travaux réunis dans cet ouvrage lui rendent hommage.

## AUX ORIGINES DU RUCHE

C'est quelques mois après son arrivée comme directrice d'études à l'EHESS où elle fut élue en 2005 sur la chaire d'Histoire environnementale, économique et sociale du monde contemporain, que Geneviève Massard-Guilbaud proposa une réunion de prise de connaissance et de présentation des initiatives en matière d'histoire de l'environnement. Au printemps 2006 se réunirent donc des chercheurs et chercheuses issus du groupe d'histoire des forêts françaises, du groupe d'histoire des zones humides, ou des tables rondes internationales d'histoire de l'environnement urbain. Cette interconnaissance était salutaire, même si, comme souvent dans le monde universitaire, une certaine méfiance pouvait exister devant les velléités supposées de venir pâturer dans le pré-carré de son voisin. La volonté de travailler collectivement se déplaça les mois suivants vers un projet à monter pour la récente Agence nationale de la recherche, sur les questions d'eau qui étaient vues comme thème «le plus fédérateur» entre les personnes qui avaient commencé à se réunir régulièrement autour de Geneviève Massard-Guilbaud<sup>7</sup>. Le projet «Hydrosavoirs», intitulé «Histoire sociale, économique et environnementale des savoirs sur l'eau, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles», fut déposé à l'ANR en mars 2009, sans succès. Il nourrit cependant une dynamique pendant plusieurs mois, depuis une réunion d'un petit groupe, le 5 juin 2008, à l'EHESS, où Geneviève Massard-Guilbaud, au sein du Centre de recherches historiques, n'était désormais plus isolée<sup>8</sup>. L'heure était à la structuration et à l'état des lieux :

---

7 «Réunion du RUCHE, 18 novembre 2008», document dactylographié, p. 2 (archives du RUCHE, actuellement conservées par Stéphane Frioux).

8 Un premier recrutement de chercheur CNRS sur un poste «colorié» histoire de l'environnement venait d'être effectué, Fabien Locher ayant été recruté et affecté au CRH.

Notre groupe aura besoin d'un nom, ne serait-ce que pour figurer dans l'organigramme du CRH. (...) Il sera peut-être nécessaire que nous fassions aussi, sans nous attarder trop, le bilan des autres groupes ou pôles en histoire de l'environnement existant en France (...)

Nous devons ensuite discuter des objectifs de ce groupe. S'agit-il pour nous de tenir un séminaire où seraient présentés nos travaux personnels ou ceux d'invités, ou voulons-nous aussi ouvrir un chantier de recherche commun<sup>9</sup>?

Plusieurs destinataires de ce message envoyaient par la suite, durant l'été 2008, des paragraphes sur leurs intérêts en matière d'histoire de l'environnement. Des séminaires où un membre du groupe présentait ses travaux, ou les sources pour étudier un objet historique, avaient lieu régulièrement, plusieurs thématiques étant ressorties dès le mois de juin : « Profanes et savoirs dans le rapport à l'environnement », « Expertise et environnement », « Justice et régulation », « Savoirs, environnement et mobilisation sociale<sup>10</sup> ». En parallèle, à chaque séance, les présents réfléchissaient à la constitution en association, distincte du Groupe de recherche en histoire de l'environnement qui se créait au CRH<sup>11</sup>. Il en sortit, le 27 mai 2009, une assemblée constitutive du Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale. Les archives conservées ne documentent pas précisément la date de choix de l'acronyme RUCHE, qui se fit probablement lors d'un petit exercice de remue-ménages animé par Hugo Billard, alors doctorant sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud et Stéphane Frioux<sup>12</sup>. Les membres fondateurs venaient de différentes traditions académiques : histoire sociale, histoire urbaine, histoire culturelle, histoire des sciences, histoire des techniques, avec un tropisme pour la période contemporaine même si Corinne Beck, Patrick Fournier et Raphaël Morera représentaient les recherches menées sur des périodes plus anciennes. Plusieurs laboratoires parisiens étaient représentés : Centre Alexandre-Koyré, Centre d'histoire des techniques et de l'environnement du CNAM, mais aussi CERCEC, par l'entremise de Marie-Hélène Mandrillon, qui y avait créé un séminaire sur l'histoire de l'environnement « à l'Est », rejointe par d'autres jeunes chercheurs comme Marc Elie.

9 Courriel adressé fin mai-début juin 2008, intitulé « Quelques remarques pour préparer la réunion du 5 juin 2008 ».

10 Notes manuscrites de Stéphane Frioux, « GRHEN 24 sept 2008 », archives personnes SF.

11 Une autre association était en cours de gestation et fut créée peu après à l'occasion d'une rencontre organisée à Sceaux (faculté de droit de l'université Paris-Sud), l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement. Des fondateurs du RUCHE participèrent aussi à cette genèse, comme Charles-François Mathis et Stéphane Frioux. Le courriel du 16 décembre 2008 de Geneviève Massard-Guilbaud adressé à 24 destinataires rappelle l'ordre du jour de la réunion du surlendemain, dans lequel figure l'interrogation « faut-il constituer le RUCHE en association loi 1901 ? ».

12 Le choix fut probablement fait le 24 septembre 2008, puisqu'un document de compte rendu de réunion, daté du 18 novembre 2008, est intitulé « Réunion du RUCHE, 18 novembre 2008 » (archives du RUCHE).

Après la constitution officielle en association loi de 1901, vint rapidement la structuration de la vie active de la nouvelle association. Celle-ci bénéficia d'un soutien du Réseau de recherche sur le développement soutenable (R2DS) alors financé par la région Ile-de-France<sup>13</sup>. Le RUCHE s'orienta vers la combinaison entre séminaires ou, journées d'études et premiers colloques annuels : « Sur proposition de Corinne Beck et Éric Fabre, il est décidé d'organiser une journée d'étude et un séminaire mensuel de six séances, qui traiteront de l'historiographie de l'histoire environnementale<sup>14</sup> ». Durant trois années, plus d'une vingtaine de séances se tiennent à l'EHCESS, mêlant panoramas de l'état de l'art dans des domaines très divers qui se rencontraient par le choix de revendiquer cette approche d'histoire environnementale, et présentations de chercheuses et chercheurs internationaux, de passage à Paris, en provenance d'outre-Atlantique (John McNeill, Caroline Ford), de Grande-Bretagne (TC Smouth), de Belgique (Tim Soens) ou d'Allemagne (Joachim Radkau). Geneviève Massard-Guilbaud fut toujours une militante active de l'ouverture sur les travaux étrangers et de l'usage nécessaire de l'anglais comme outil de communication scientifique, auquel elle avait dû se former au mitan de sa carrière. Active au sein de la Société européenne pour l'histoire environnementale (ESEH), elle organisa un colloque international en 2008, au moment de la genèse non officielle du RUCHE, avec l'historien britannique Stephen Mosley ; la manifestation visait à faire dialoguer l'histoire sociale et l'histoire environnementale. Scandant les premières années de l'association, une journée d'études sur les ressources se tint en mai 2009 à l'EHCESS, puis un colloque à l'université de Valenciennes en mai 2011. La dynamique était lancée et le rythme des colloques se poursuivit, avec l'organisation complémentaire de journées d'études dans différentes villes universitaires de l'Hexagone : en 2013-2014, par exemple, sur cinq journées d'études, une se tenait à Blois et une à Lyon, et l'une des cinq était organisée en commun avec le Groupe d'histoire des zones humides. Le RUCHE commençait à essaimer.

Une piste plusieurs fois discutée fut abandonnée, consistant dans la création d'une revue francophone dédiée à l'histoire environnementale. Geneviève Massard-Guilbaud était persuadée de l'utilité de publier, mais dans les revues généralistes, qui commencèrent d'ailleurs, preuve de l'activité des membres du RUCHE, à publier des numéros et dossiers spéciaux<sup>15</sup>. L'objectif était de faire connaître l'histoire environnementale en lui donnant une visibilité dans le reste de la communauté historique. L'autre piste d'action fut d'échanger avec les autres disciplines scientifiques s'occupant d'environnement, principalement, et d'histoire, à un degré ou à un autre.

13 Une page récapitulant les initiatives soutenues est consultable à l'adresse suivante : <http://www.r2ds-ile-de-france.com/>.

14 Procès-verbal du CA de l'association RUCHE, 15 septembre 2009, document électronique, p. 1.

15 Dossier de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009. Un peu plus tard, « L'invention politique de l'environnement », n°113 de la revue *Vingtième siècle* (2012).

## LES VOIES EXIGEANTES DE L'INTERDISCIPLINARITÉ

Deux ans après la fondation du RUCHE, Geneviève Massard-Guilbaud fut chargée par le CNRS de mettre en place une autre structure permettant d'ancrer l'histoire environnementale dans le paysage de la recherche française. Sur la suggestion d'Hervé Drévilion et de Stéphanie Thiébault, elle organisa à la fin de l'année 2010 un Réseau thématique pluridisciplinaire (RTP) intitulé «Histoire de l'environnement<sup>16</sup>». La spécificité de ce réseau était d'instaurer un dialogue entre des historiennes et historiens de l'environnement et des chercheuses et chercheurs en sciences de la nature sous le patronage de deux instituts du CNRS : l'Institut des sciences humaines et sociales (INSHS) et l'Institut écologie et environnement (INEE). C'était le signe d'une reconnaissance institutionnelle du rôle des sciences humaines dans la conduite d'une réflexion pluridisciplinaire sur l'environnement. Geneviève Massard-Guilbaud s'entoura d'un comité de pilotage de douze membres issus de champs disciplinaires différents et complémentaires : histoire, archéologie, géographie, écologie, agronomie. Le RTP fonctionna durant les années 2011 et 2012 et donna lieu à cinq rencontres : quatre journées d'étude tenues dans des institutions différentes (Université d'Artois, CNAM, Université Pierre Mendès-France à Grenoble, Université Blaise-Pascal à Clermont-Ferrand) et un séminaire-bilan à la Maison de la recherche de l'Université Toulouse-Le Mirail les 30 et 31 mai 2012. Les thèmes abordés portaient sur l'histoire des usages et des pratiques de l'environnement, sur l'histoire des modes de régulation environnementale, sur l'histoire des vulnérabilités et sur les temporalités de l'environnement. Au moment de sa fondation, c'était déjà l'époque d'un premier «bilan historiographique» dont Geneviève Massard-Guilbaud avait tracé les contours dans une communication du 6 novembre 2010 devant l'Association des historiens contemporanéistes de l'enseignement supérieur et de la recherche (AHCESR)<sup>17</sup>.

Le résultat fut paradoxal. Les journées furent stimulantes, comme le montrent les bilans qui en furent rédigés et repris dans la synthèse finale<sup>18</sup>, mais ce document destiné au CNRS resta interne à la communauté des participants et ne fut pas diffusé au-delà. Il ne donna lieu à aucune publication. La synthèse aboutit au constat qu'il était difficile de faire dialoguer sciences de la nature et sciences de l'homme : ce fut le cas notamment de la journée sur les vulnérabilités où les

---

16 Si la page consacrée à ce RTP a disparu sur le site du CNRS, on en trouve une évocation précise dans l'introduction de Sébastien Poulanc à un numéro des *Cahiers de Framespa* consacré à «Forêts et sociétés dans la longue durée»: [En ligne], 13 | 2013, mis en ligne le 15 mars 2013, consulté le 28 décembre 2022. URL: <http://journals.openedition.org/framespa/2248>

17 <https://ahcesr.hypotheses.org/files/2016/04/AHCESR-hist-environnementale.pdf> (consulté le 28 décembre 2022).

18 Geneviève Massard-Guilbaud, Réseau Thématique Pluridisciplinaire CNRS - INEE et INSHS «Histoire de l'Environnement». Rapport d'activité 2010-2012 et propositions avec, en annexe, les synthèses des journées d'étude rédigées par Michel Letté, François Walter, Jean-François Berger, Philippe Blanchemanche et Patrick Fournier, document dactylographié, 43 p. (archives Patrick Fournier).



organiseurs (Anne-Marie Granet-Abisset et François Walter) aboutirent à «choisir délibérément le point de vue de l'histoire». La nécessité de prendre en compte les échelles de temps était soulignée au cours des différentes manifestations scientifiques. Dans son bilan, Geneviève Massard-Guilbaud soulignait notamment la difficulté à organiser la rencontre entre deux pans de l'histoire environnementale : «d'un côté, les spécialistes des périodes anciennes, archéologues, géographes et géo-archéologues, travaillant sur les paléo-environnements avec des méthodes issues des sciences environnementales, de l'autre les historiens essentiellement modernistes et contemporanéistes qui n'utilisent que les sources écrites et orales, souvent surabondantes et riches d'enseignements sur les politiques, les techniques, la dimension économique et les représentations, mais inaptes à saisir et à mesurer les manifestations matérielles des changements environnementaux, sur le terrain». Le constat était donc celui d'une difficulté qui traversait même la discipline historique, avec l'objectif affiché de la surmonter. Des pistes étaient proposées : renforcer le dialogue méthodologique entre sciences humaines et sciences de la nature, mieux former en histoire environnementale, notamment aux niveaux master et doctorat, en intégrant ces méthodes, créer un GIS (Groupement d'intérêt scientifique) pour prolonger le travail du RTP.

Quel fut le rôle du RTP dans le développement de l'histoire environnementale en France ? Il représente surtout un moment charnière, complémentaire de la création du RUCHE, qui participa à accroître la visibilité de ce champ de recherche au sein de la communauté des historiens français et au-delà. L'intérêt pour le RTP se manifestait notamment du côté des économistes. Jean-Charles Hourcade, spécialisé sur les sujets de l'énergie et du changement climatique et très impliqué dans les rapports du GIEC entre 1995 et 2007, était invité pour le séminaire bilan et soutenait fortement la démarche. Il soulignait l'intérêt des relations entre les acteurs de l'économie, des transformations techniques et des sciences humaines. En revanche, il n'y eut pas de prolongement institutionnel. Dans le domaine de la formation, une école thématique pluridisciplinaire fut organisée du 27 au 30 juin 2012 par l'Association des Journées Internationales d'Histoire de l'Abbaye de Flaran et le FRAMESPA (UMR 5136) de l'Université Toulouse-Le Mirail, avec le soutien de l'ESEH (European Society for Environmental History). On y retrouvait notamment aux côtés de la nouvelle génération d'historiens ruralistes et environnementalistes un des pères fondateurs de l'analyse environnementale en études rurales, le géographe Georges Bertrand, auteur avec son épouse Claude du texte introductif du premier volume de l'Histoire de la France rurale, devenu un des manifestes des nouvelles interactions possibles entre les historiens, les géographes et les écologues<sup>19</sup>. C'était un des signes les plus stimulants des cheminements complexes pris par l'histoire environnementale française et de la manière dont Geneviève Massard-Guilbaud était parvenue à renouer des liens anciens parfois distendus et à leur donner une nouvelle dynamique. Il apparaissait de plus en plus

---

19 G. et C. Bertrand, 1975-1976.

nettement que l'histoire environnementale ne passerait pas par une structure dédiée et centralisée mais par des collaborations croisées, un dialogue interdisciplinaire renforcé et des formations de terrain. La souplesse offerte par le RUCHE et les efforts de structuration de la recherche menés dans le réseau des MSH, puis dans la seconde moitié de la décennie 2010 au sein même de laboratoires généralistes d'histoire, offraient les opportunités les plus grandes pour poursuivre dans la voie qui avait commencé à être tracée.

## **UN NOUVEAU REGARD : L'HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE ET SES OBJETS**

Présidente du RUCHE de sa fondation légale jusqu'en mai 2011, Geneviève Massard-Guilbaud fut active au sein du conseil d'administration de l'association jusqu'en 2019. Son activité fut marquée par une attention constante aux possibilités d'un travail collectif, qui justifia sa décision de ne pas assurer un second mandat de présidente<sup>20</sup>. Cette préoccupation pour une implication de toutes et tous s'accompagnait de plusieurs points de vigilance quant à la nécessaire diversification des financements (le RUCHE reste aujourd'hui notoirement sous-doté en comparaison de bien des associations universitaires), l'impératif d'une meilleure représentation des périodes de l'histoire ancienne à la contemporaine et peut-être plus encore, l'importance de «veiller à ce que notre association ne soit pas et n'apparaisse pas comme un regroupement parisien (...), et encore moins, EHESS». Plus de dix ans après sa fondation, la composition du RUCHE s'est diversifiée, puisque la part des franciliens s'est réduite<sup>21</sup>. Toutefois, au regard des autres associations scientifiques, la principale singularité du RUCHE réside dans sa capacité d'intégration des jeunes chercheurs non-titulaires, qui ont toujours représenté un tiers des membres des conseils d'administration. Ce creuset de recherche fut probablement propice au renouvellement des perspectives de recherche de Geneviève Massard-Guilbaud, qui resteront conformes à l'approche de l'histoire environnementale qu'elle énonçait dès son habilitation à diriger des recherches :

Ce que nous cherchons à renouveler est plus la nature du regard sur ces sujets que les sujets eux-mêmes : ni histoire des politiques sanitaires, ni histoire du planning urbain, ni histoire de l'énergie, l'histoire de l'environnement urbain est une histoire

<sup>20</sup> Lors de l'Assemblée du RUCHE en 2011, elle exprime ainsi que «Ce choix est conforme à [son] opinion que dans toute structure démocratique les mandats doivent "tourner", et que personne n'est irremplaçable». Archives numériques du RUCHE. Geneviève Massard-Guilbaud, Rapport annuel présenté devant l'Assemblée générale du RUCHE, Valenciennes, 26 mai 2011. Ce propos est en continuité avec celui écrit, dans son HDR, à propos de son investissement dans d'autres associations scientifiques : «nul n'est indispensable : si des choses utiles ont été mises sur les rails, il sera facile de trouver des successeurs. Si tel n'est pas le cas, c'est sans doute que quelque chose ne va pas et mieux vaut alors s'arrêter pour y réfléchir». Voir Massard-Guilbaud, 2003B, p. 91.

<sup>21</sup> Ce texte est rédigé en janvier 2023. Les données statistiques ont été établies à partir des bilans financiers réalisés chaque année, et conservés dans les Archives numériques du RUCHE.

de tous ces problèmes pensés dans une perspective environnementale, c'est-à-dire une perspective qui s'intéresse à l'impact de ces politiques (...) sur l'environnement, et réciproquement<sup>22</sup>.

Au cours de la décennie 2010, trois principales orientations de recherche se sont dégagées dans la trajectoire de Geneviève Massard-Guilbaud : une histoire de la pollution toujours plus articulée aux enjeux de justice environnementale dans les espaces urbains ; l'histoire des effets socio-écologiques de l'aménagement du territoire ; et une histoire environnementale de l'énergie. Ces orientations correspondent à des thèmes qui alimentent un dialogue – parfois vif – avec l'histoire économique, sociale et politique. En relation constante avec l'évolution de l'histoire environnementale européenne, ces travaux contribuent à l'émergence des approches environnementales dans ces différents champs au sein de l'espace académique francophone.

En premier lieu, la volonté de dialoguer avec l'historiographie internationale sans abandonner l'étude de la singularité des sociétés s'est particulièrement manifestée dans l'ouverture de chantiers portant sur l'histoire de la pollution industrielle et des enjeux de justice environnementale. Le début de la décennie 2010 est marqué par une floraison de travaux portant sur l'histoire des pollutions industrielles<sup>23</sup>. Dans l'ouvrage issu de son habilitation à diriger des recherches, Geneviève Massard-Guilbaud invite à porter une attention aux inégalités sociales dans l'exposition aux pollutions industrielles, ainsi qu'aux registres de protestations différenciés selon les groupes sociaux<sup>24</sup>. Ce souci d'éclairer la diversité des représentations et leviers d'action sur l'environnement témoigne d'une volonté de s'affranchir d'un naturalisme (au sens d'une conception resserrée sur la protection de la nature), qu'elle considérait encore si prégnant dans l'historiographie européenne qu'elle le qualifia ironiquement de « maladie infantile de l'histoire environnementale<sup>25</sup> ».

Dans cette perspective, la seconde génération de l'histoire environnementale états-unienne fut une école de pensée de l'intrication des sociétés humaines et des écosystèmes. En contestant l'idée d'un partage entre « nature » et « sociétés » pour penser plutôt un paradigme de « l'hybridité », ces historiennes et historiens invitèrent à comprendre la manière dont les sociétés humaines façonnent une « seconde nature ». Cette démarche les conduisit à intégrer les interpellations issues du mouvement pour la justice environnementale, invitant notamment à déconstruire la représentation de la *wilderness*, centrée sur l'expérience des classes aisées et blanches, afin de rendre compte de l'exposition plus forte des classes populaires et racisées

22 Massard-Guilbaud, 2003A, p. 75.

23 Massard-Guilbaud, 2010 ; Le Roux, 2011B ; Fressoz, 2012 ; Jarrige et Le Roux, 2017.

24 Massard-Guilbaud, 2010, p. 163-167.

25 Massard-Guilbaud et Bernardin, 2014, p. 144.

aux environnements pathogènes<sup>26</sup>. Le séminaire annuel proposé par Geneviève Massard-Guilbaud à l'EHESS (en 2010-2011 et 2011-2012) invita alors plusieurs cohortes d'étudiants à penser les conditions d'un usage heuristique de ces concepts en contexte européen<sup>27</sup>. La conversation avec l'historiographie anglophone s'est toujours réalisée avec le souci d'éviter l'importation mécanique de concepts qui pouvaient obscurcir la compréhension de phénomènes nés d'un contexte social différent. Cette vigilance fut à l'origine d'une recension rigoureuse et mémorable de l'ouvrage de Michael Bess, portant sur l'histoire environnementale de la France du second vingtième siècle, et pourtant encensé lors de sa parution américaine. Cette démarche fut prolongée par la coordination d'un volume collectif avec Richard Rodger, dans lequel furent réunis treize contributeurs afin de discerner la manière dont des enjeux de justice environnementale pouvaient être constitués en objets d'analyse pour l'histoire urbaine européenne<sup>28</sup>.

Ces travaux furent prolongés dans l'histoire environnementale francophone. Ainsi, plusieurs études enrichirent la réflexion sur les formes d'expertise opposables par les populations lorsque certains territoires se trouvent notoirement altérés par les nuisances industrielles, sur les pollutions transfrontalières à l'heure de la construction européenne, ou encore sur les effets sociaux et écologiques des nuisances liées à l'extraction charbonnière<sup>29</sup>.

Au cours des années suivantes, les premiers colloques du RUCHE témoignèrent non seulement d'un souci constant d'éclairer la diversité des rapports sociaux aux écosystèmes, mais aussi d'une volonté de renouveler les regards sur des sujets que l'historiographie avait pu explorer sans introduire la moindre préoccupation pour des enjeux environnementaux. En septembre 2013, Patrick Fournier et Geneviève Massard-Guilbaud co-organisèrent ainsi un colloque sur les enjeux environnementaux de l'aménagement, qui fut à l'origine du premier livre publié dans la foulée d'une initiative scientifique du RUCHE<sup>30</sup>. Dans sa conclusion, l'historienne invitait à penser la fonction de l'histoire pour éclairer la conflictualité intrinsèque à la définition d'un «intérêt général» dans les projets de modification des écosystèmes, soulignant qu'en mettant en lumière la façon dont furent prises, par le passé, les décisions, leur rapport avec les connaissances disponibles alors, le rôle des différents niveaux de pouvoir, la place, ou l'absence de place, accordée dans les

---

26 Cronon, 1995; Merchant, 2003; Hurley, 1995.

27 Massard-Guilbaud, 2012B, 2013.

28 Massard-Guilbaud, 2012A; Massard-Guilbaud et Rodger, 2011. Pour la réception américaine du livre, voir par exemple Melosi, 2012.

29 Le Roux et Letté, 2013; Zimmer, 2013 et 2016; Daumalin et Centemeri, 2015; Daumalin et Laffont-Schwob, 2016; Chatterji, 2022; Saint-Hilaire, 2023; Kaesler, 2019; Troch, 2018; Cabot, 2022.

30 Publié ensuite, voir Fournier et Massard-Guilbaud, 2016. Les colloques suivants du RUCHE donnèrent lieu, de manière plus systématique, à des publications: Coumel, Morera, Vrignon, 2018; Mathis et Massard-Guilbaud, 2019; Frioux et Bécot, 2022; Le Roux et Morera, à paraître.

débats et les décisions aux non-spécialistes, la place accordée aux questions sociales par rapport aux questions techniques, l'histoire est utile. Mais elle ne fournit jamais de solution «clés en mains» et elle exige un effort de la part de ceux qui cherchent à s'appuyer sur elle, car les choses complexes ne se laissent pas résumer en quelques mots ni en quelques formules<sup>31</sup>.

Cette préoccupation pour une histoire utile au présent, se concrétise dans la recherche initiée sur les enjeux socio-écologiques du comblement des rivières nantaises au début du xx<sup>e</sup> siècle, non sans rappeler aux historiens locaux leur désintérêt pour le sujet<sup>32</sup>. Cette enquête fut l'occasion d'approfondir des recherches précédentes, en proposant de mieux cerner la construction du pouvoir de certains corps d'ingénieurs de l'État en France et en éclairant la latitude dont ils disposèrent pour métamorphoser brutalement certains écosystèmes<sup>33</sup>. La confiscation de décisions bouleversant la physionomie de la ville fut émaillée de protestations formulées aussi bien par des industriels que par des militants socialistes de la ville, témoignant d'un sentiment de dépossession dans l'usage de leur ville, un processus que Geneviève Massard-Guilbaud qualifie de «violence urbanistique<sup>34</sup>».

Cette étude territorialisée fut une contribution francophone à une histoire environnementale des rivières urbaines que proposaient alors Stéphane Castonguay et Matthew Evenden<sup>35</sup>. L'insertion dans l'historiographie internationale<sup>36</sup> accompagne l'émergence d'une histoire environnementale de l'aménagement en contexte francophone. Celle-ci se fonde souvent sur un dialogue pluridisciplinaire, en particulier avec la géographie et l'archéologie, dont témoignent notamment les écrits du Groupe d'histoire des zones humides<sup>37</sup>. Plusieurs travaux se sont aussi proposés d'étudier les conséquences environnementales de l'aménagement des villes<sup>38</sup>, des littoraux, du tourisme de montagne, ou encore de l'équipement nucléaire du fleuve Rhône<sup>39</sup>.

De fait, le troisième grand chantier de recherche ouvert par Geneviève Massard-Guilbaud fut initié par son séminaire annuel à l'EHESS, en collaboration avec Euhnye Kim au cours de l'année 2013-2014, proposant une «histoire environnementale,

---

31 Massard-Guilbaud, 2016, p. 291.

32 Massard-Guilbaud, 2015, p. 70; Massard-Guilbaud, 2018, p. 243.

33 Massard-Guilbaud, 2015, 2017A.

34 Massard-Guilbaud, 2018, p. 246.

35 Castonguay et Evenden, 2012.

36 Massard-Guilbaud, 2017B.

37 Sajaloli, Beck, Marinval, Grégoire, Dournel, 2022.

38 Ainsi de la thèse de Pablo Corral-Broto, réalisée sous la direction de Geneviève Massard-Guilbaud, dont une partie fut publiée, Corral-Broto, 2014, 2015.

39 Sur les littoraux, Devienne, 2014, 2020; Durand, 2016A, 2016B, 2018A; Bartolotti, 2021; Grancher, Serruys, 2021; Hagimont, 2017 et 2022; Fagon, 2023.

économique et sociale de l'énergie et des transitions énergétiques». La démarche fut systématisée par la co-organisation d'un colloque du RUCHE avec Charles-François Mathis, en 2016 à Bordeaux. Alors que l'histoire de l'énergie restait écrite, en France, au prisme d'une histoire des entreprises, l'ambition consistait à proposer des approches plus attentives aux conséquences socio-environnementales des choix des ressources et convertisseurs énergétiques. L'introduction à l'ouvrage *Sous le soleil* offre un état de l'art colossal, qui autorise l'historienne à affirmer un positionnement historiographique fort :

Il n'est plus possible, aujourd'hui, d'écrire l'histoire de l'énergie comme nous (ou nos prédécesseurs) le faisons il y a quelques dizaines d'années, d'évoquer le "roi charbon" ou la "fée électricité" comme si nous n'étions pas conscients que la façon dont nous avons mobilisé et mobilisons encore l'énergie a désormais un impact sur le climat de notre planète; comme si nous ignorions que le bouleversement climatique en cours entraîne déjà et entraînera plus encore, si nous persistons à poursuivre sur la même trajectoire, une dégradation considérable des conditions de vie sur terre, les plus fragiles des humains étant aussi les plus brutalement affectés (...). L'heure est désormais, pour les historiens, à étudier (...) comment nous en sommes arrivés au régime énergétique qui est le nôtre, et dont il est urgent de sortir. Ce point de vue n'est pas partagé par l'ensemble de la communauté historique, et c'est pour cette raison que nous tenions à l'exposer dès l'ouverture de ce livre, pour situer notre démarche<sup>40</sup>.

Si la parution de l'ouvrage intervient dans une période marquée par un renouveau de l'histoire de l'énergie, dont témoigne la parution d'une synthèse européenne en 2014 ou la fondation d'une revue française en 2018<sup>41</sup>, la démarche se singularise en assumant que le changement climatique doit conduire à repenser nos manières d'écrire l'histoire. Un apport crucial de *Sous le soleil* réside dans l'invitation à écrire l'histoire des systèmes énergétiques, et non plus simplement des entreprises ou de filières distinctes. Le projet s'inscrit dans le sillon ouvert par les historiens des sciences Jean-Paul Deléage, Jean-Claude Debeir et Daniel Hémerly au cours des années 1980, proposition restée sous-exploitée dans l'historiographie. Cette démarche présente des résonances avec les travaux interrogeant les usages de la notion de système énergétique<sup>42</sup>, mais elle dialogue aussi avec les études qui visent à penser les conditions de mobilisation de l'énergie dans le temps long, en éclairant la manière dont le choix de certains convertisseurs et sources participent à la mutation des rapports sociaux – et contribuent, parfois, à consolider des rapports de pouvoirs<sup>43</sup>. Cette histoire environnementale de l'énergie consistait également à déplacer le regard, pour ne plus considérer simplement la construction des

<sup>40</sup> Massard-Guilbaud, 2019, p. 7-8.

<sup>41</sup> Kander, Warde, Malanima, 2014; *Journal of Energy History* / *Revue d'histoire de l'énergie*, 2018.

<sup>42</sup> Marrec, 2022.

<sup>43</sup> Jarrige, Vrignon, 2020.

marchés de l’énergie et l’action des entrepreneurs, mais également la manière dont ceux-ci participent à façonner des imaginaires – ceux qui permettent un déni du réchauffement climatique, ou ceux des consommateurs pour rendre souhaitables certains usages de l’énergie<sup>44</sup>.

## **LES ÉCHOS D’UNE PENSÉE EN MOUVEMENT**

Les contributions réunies dans cet ouvrage témoignent des voies diverses parcourues par Geneviève Massard-Guilbaud au cours de sa carrière. Elles rendent hommage à une pensée toujours en mouvement, plaçant elle-même au cœur de ses réflexions les enjeux de flux et de mobilités – d’où le titre que nous avons choisi : le chemin de l’exode, les rives et cours d’eau aménagés, les trajets des émanations industrielles ont tous été suivis par cette historienne, notamment lorsqu’ils se sont entrecroisés au cœur des espaces urbains.

Migrants et populations déplacées, objets de ses premières recherches, ouvrent ainsi ce livre par une partie intitulée «Exodus»: Anne-Marie Granet-Abisset y tisse les liens entre mobilités (notamment les dépopulations de villages), risques et environnement dans les territoires de montagne à partir de ses recherches sur le domaine alpin depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, tandis qu’Emmanuel Dupit s’inscrit dans le sillage des travaux de Geneviève Massard-Guilbaud sur les Algériens à Lyon en s’interrogeant sur les formes que prend l’assistance aux Nord-Africains dans le Rhône au cours de la Seconde Guerre mondiale, à travers l’exemple du Comité des Amitiés Africaines.

Comme nous l’avons montré précédemment, les recherches de Geneviève Massard-Guilbaud ont progressivement intégré l’environnement à l’histoire sociale des populations et des espaces urbains, jusqu’à ses travaux les plus récents sur les aménagements de la Loire. En écho à ces derniers, les contributions de Petra Van Dam, Stéphane Durand et Tim Soens, dans la partie intitulée «Voies d’eau», proposent des cas d’études d’aménagements hydrauliques. La première décrit la mise en place progressive, depuis le Moyen Âge, d’un système de gestion de la qualité des eaux de surface aux Pays-Bas. Stéphane Durand, pour sa part, s’intéresse au canal des Étangs, dans le Languedoc du XVIII<sup>e</sup> siècle, tandis que Tim Soens met en évidence l’impact de l’industrialisation de la Vesdre, une rivière à l’est de la Belgique, sur les risques d’inondations au XIX<sup>e</sup> siècle. Tous trois insistent, dans la lignée de l’œuvre de Geneviève Massard-Guilbaud, sur les enjeux de pouvoir associés à ces transformations et infrastructures, notamment autour de la figure de l’expert ou de l’ingénieur, dont la voix savante peine parfois à être contestée par les populations locales victimes d’inondations ou de dégradations de leurs conditions de vie ; c’est toute la question de la justice environnementale, chère à Geneviève Massard-Guilbaud, qui surgit alors : qui peut avoir accès à de

---

44 Bonneuil, Choquet Franta, 2021 ; Mathis, 2021.

l'eau potable de qualité aux Pays-Bas ? Comment obtenir réparation des dommages liés aux travaux du canal des Étangs ? Quelles inégalités face aux inondations de la Vesdre ? La chronologie étendue de ces études rappelle également le combat constant de Geneviève Massard-Guilbaud, notamment au RUCHE, pour ancrer l'histoire environnementale dans le temps long, et susciter des passerelles entre les différentes périodes historiques.

Comme l'ont suggéré déjà ces contributions, on ne saurait pourtant rendre hommage à l'historienne sans s'intéresser aux « trajectoires des pollutions ». En retraçant l'historiographie des pollutions, Thomas Le Roux rappelle à quel point les travaux de Geneviève Massard-Guilbaud y ont été précurseurs, et le rôle qu'ils ont joué pour faire de la contamination du monde une question politique. C'est en un sens ce que montrent également Fabien Bartolotti, Xavier Daumalin et Olivier Raveux lorsqu'ils détaillent les différentes pistes développées, en matière d'histoire environnementale, par le laboratoire TELEMME, et ce qu'elles doivent aux pistes ouvertes et aux chantiers engagés par l'historienne. Ses travaux sur le décret de 1810 sont mobilisés par Pablo Corral-Broto pour analyser l'impact de cette législation sur les règlements des établissements classés au Portugal, à Cuba et en Espagne, offrant une précieuse perspective comparative. Enfin, Olivier Saint-Hilaire s'interroge sur les enjeux mémoriels de la catastrophe d'AZF qui s'est produite en 2001 à Toulouse, et particulièrement sur la place des images dans la construction de récits parfois antagonistes : il propose par là-même toute une réflexion sur l'intégration, dans l'analyse historique, des pratiques et usages photographiques.

Nous l'avons dit, Geneviève Massard-Guilbaud se considère avant tout comme une historienne de la ville : l'environnement urbain est en effet à la croisée des chemins qu'elle a suivis au fil de sa carrière, et c'est sur quoi insistent tant Dieter Schott que Christophe Bernhardt, rappelant son rôle dans l'organisation et l'animation des tables-rondes d'histoire environnementale urbaine qui réunirent jusqu'en 2008 des chercheurs de toute l'Europe intéressés par cette thématique. Ils rendent tous deux hommage aux perspectives d'analyses trans-européennes ouvertes par les travaux de cette historienne, qu'il s'agisse de l'étude des pollutions et de leurs limitations (à Paris et Berlin pour Bernhardt) ou de l'entrelacement des problématiques liées aux contestations environnementales, aux catastrophes et aux rivières (chez Schott). Deux exemples en sont donnés par les contributions de Richard Rodger et Sabine Barles. Le premier propose une étude sur le temps long du verdissement d'Édimbourg et des usages, notamment de loisir et de sport, des espaces verts : ce faisant, on voit ressurgir la question des inégalités environnementales, le rôle des autorités municipales et des enjeux hygiénistes, la construction de sociabilités urbaines autour de ces parcs et jardins. La ville, enfin, est un lieu central de questionnement sur les systèmes et les transitions énergétiques, sur lesquels Geneviève Massard-Guilbaud s'est penchée. Sabine Barles se saisit ainsi de la notion de « transition » pour l'interroger dans une perspective interdisciplinaire, et



proposer une réflexion sur les échelles d'analyse: c'est une toute autre perspective qui s'ouvre en effet selon que l'on considère la transition socio-écologique à partir du niveau local ou national, de la Haute-Maurienne ou de Paris, par exemple.

D'autres auteurs et autrices, d'autres objets d'histoire, d'autres aires géographiques auraient pu également prendre leur part dans ce livre, tant les perspectives ouvertes ont été fécondes. L'ouvrage espère offrir un reflet, forcément imparfait, de l'itinéraire d'une chercheuse fondatrice et inspirante.